

THAÏLANDE - BIRMANIE : attentat à Bangkok ; purge pré-scrutin à Naypyidaw, la péninsule indochinoise en émoi

n°33
août 2015

SOMMAIRE

□ Point de trêve estivale sur les *fronts* birman et thaïlandais ; dans ces deux destinations d'Asie du sud-est qu'enveloppent le bouddhisme et les précipitations saisonnières de la mousson, où la démocratie peine à prendre ses distances avec l'influente hiérarchie militaire, l'actualité récente a été marquée du sceau du drame.

□ Dans la capitale de l'ancien Siam tout particulièrement. Le 17 août, un attentat frappa en soirée **Bangkok** ; un fait sans précédent de par le lieu (plein centre-ville ; proximité d'un édifice religieux fréquenté), le format (engin explosif déposé au milieu de la foule) et le bilan humain, intolérable (une vingtaine de victimes ; une centaine de blessés). L'hyper-centre de cette capitale parmi les plus dynamiques et visitées d'Asie était familier ces dernières années des crises politiques, des mobilisations partisans majeures et des heurts violents entre manifestants-opposants et forces de l'ordre (cf. 90 morts en nov. 2010 lors de l'assaut par ces dernières du camp des "chemises rouges").

Rien ne laissait en revanche présager qu'il serait durant l'été 2015 la cible d'un lâche attentat meurtrier, une trame plus familière dans ce royaume bouddhiste dans les provinces méridionales frontalières de la Malaisie, meurtries depuis une décennie par une insurrection islamiste radicale. L'espace d'une soirée, Bangkok et ses 10 millions d'habitants vivaient le cauchemar infligé quotidiennement à diverses capitales et mégalo-poles asiatique perdues dans le chaos, à l'instar des Kaboul, Islamabad et autre Karachi. En quelques jours, les autorités rassemblent les premières pièces du puzzle ; une piste s'esquisse, un suspect est recherché, un scénario se dessine. Toujours martial en dépit de ses habits civils, le 1^{er} ministre (chef des armées jusqu'en mars 2014...) Prayuth



Chan-ocha promet que justice sera faite ; instigateurs et exécutants seront retrouvés, peu important leur nationalité et leurs motivations. Interdits, 68 millions de Thaïlandais veulent comprendre.

□ Une poignée de jours plus tôt, dans la Birmanie voisine, des événements d'une portée moins dramatique secouaient **Naypyidaw** (la capitale administrative) et son microcosme politique, lui aussi très 'inspiré' par la volonté des hommes en uniforme. Un trimestre tout juste avant un scrutin parlementaire qualifié d'historique avant l'heure (démocrates ou ethniques, pro-militaires ou autres, tous les acteurs politiques y prendront part), un des principaux favoris à la succession du chef de l'Etat actuel faisait les frais de ses velléités réformatrices et était sans ménagement démis de ses fonctions de

chef du parti ; rien qui ne serait extraordinaire en Birmanie si ce n'est que l'individu débarqué appartenait au parti au pouvoir, l'USDP (une formation majoritairement composée d'officiers supérieurs...) et que, dans une configuration politique pas si lointaine (jusqu'en 2011), cet ancien général était le n°3 d'une junte aussi inoxydable qu'omnipotente. La *purge* pré-électorale toucha l'intéressé (T. Shwe Mann, par ailleurs *Speaker* de l'Assemblée nationale) et ses proches, trop réformateurs, trop impliqués dans la transition démocratique en cours depuis quatre ans... Interloquée, la communauté internationale (Washington, Londres et l'UE en tête) fit sans tarder état de ses réserves quant à l'opportunité et au timing de cette disgrâce augurant mal de lendemains post-électorales paisibles et d'avancées en matière de meilleure gouvernance. L'occasion de nous pencher ci-après sur ces deux faits distincts aux conséquences particulières.

Olivier Guillard, le 25 août 2015

Olivier Guillard est directeur de recherches *Asie* à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

☒ **BIRMANIE ; AU BON SOUVENIR DE L'ANCIEN RÉGIME.**

■ **Le coup de force.** Toute occupée à la préparation d'un scrutin parlementaire imminent (8 nov.) aux enjeux majeurs et parallèlement à de complexes négociations censées accoucher d'un accord national de cessez-le-feu (*National Ceasefire Agreement ; NCA*) historique avec une kyrielle de groupes ethniques armés, la Birmanie *post-junte* du Président Thein Sein, ses 55 millions d'administrés, n'avaient pas vu le coup venir et le couperet tomba sans crier gare. Selon un mode opératoire en d'autres temps *banal* (cf. lors de l'interminable période de *junte militaire* entre 1962-2011), un des principaux acteurs de la scène politique contemporaine, le flamboyant T. Shwe Mann (président du parti au pouvoir —USDP— et *Speaker* de la Chambre basse ; ancien général et rouage majeur de l'ancienne *junte*), aux ambitions présidentielles affirmées et à l'agenda réformateur notoire, faisait les frais d'une disgrâce aussi nette qu'impromptue. Dans la soirée du 12 août, répondant à l'injonction du chef de l'Etat (Thein Sein), forces de police et militaires cernaient sans violence le siège de l'USDP dans la capitale Naypyidaw, annonçant


"Nous pensons que Shwe Mann a été démis de ses fonctions car il a montré une nouvelle voie, une voie démocratique pour le parti et le pays" un cadre de l'USDP, *The Irrawaddy*, le 19 août. "Les conservateurs au sein de l'armée et le Président étaient hostiles à son projet d'amender la Constitution", un élu USDP, *Democratic Voice of Burma*, le 23 août.

que le président du parti (ainsi que son bras droit) était démis de ses fonctions ; la communication des autorités justifiait ce coup de force aux motifs qu'en ces temps surchargés de dossiers politiques complexes, il devenait impossible pour le président de l'Assemblée nationale de cumuler pareilles responsabilités avec celles de chef de parti à l'orée des élections générales (où l'USDP, parti aujourd'hui majoritaire au Parlement, jouera gros).

■ **La chute.** Une justification grossière, pour la forme, qui n'abusa pas grand monde dans ce pays habitué de longue date aux laborieux efforts de communication de ses dirigeants (militaires) ; pas plus qu'elle ne trouva preneur dans les capitales occidentales, irritées par ces mauvaises manières alors que se braquent à nouveau les projecteurs vers cet élève turbulent convié sous peu à un rendez-vous électoral majeur. La volonté d'écarter un rival déclaré - disposant de quelque chance de succès— à la présidence et de sanctionner son agenda vertement réformateur (trop, au goût des conservateurs réservés sur le rythme de la transition démocratique

initiée en 2011) constituera une piste plus sérieuse expliquant la chute brutale de l'infortuné Shwe Mann. La proximité développée depuis deux ans avec Aung San Suu Kyi, l'icône démocratique de la LND, et leur aptitude à œuvrer de conserve, auront aussi beaucoup peser...

■ **Ennuis à venir et conséquences.** Les tourments de celui conservant à cette heure le *Perchoir* de la chambre basse (Pyithu Hluttaw) malgré son limogeage de la direction de l'USDP ne sont peut-être pas terminés. Certes, le Parlement vient de repousser aux calendes grecques l'examen d'un projet de loi assouplissant les conditions de mises en *impeachment* et de destitution des responsables politiques - une procédure le visant explicitement ... Pour autant, tout danger ne semble pas écarté ; *La Dame* (Aung San Suu Kyi) a témoigné son soutien au disgracié en le rencontrant à plusieurs reprises depuis son expulsion de l'USDP, confirmant son intention de poursuivre la coopération avec cet "allié" en vue du scrutin de l'automne. Une main tendue appréciée par l'ancien n°3 de la *junte*, lui laissant encore "quelques" maigres ambitions présidentielles : privée par la Constitution de 2008 (article 59-f) de la possibilité de servir la nation en qualité de chef de l'Etat (même en cas de net succès de son parti aux élections parlementaires), *The Lady*, son groupe parlementaire et ses alliés politiques auront cependant le droit de nommer, forts de leur avantage numérique, un des trois vice-présidents (la chambre haute et les militaires en désignant également un chacun). Au sein de ce trio, le candidat sur lequel se portera le plus de suffrages sera désigné président. N'étant plus aujourd'hui le candidat d'une USDP divisée et affaiblie par ces événements, Shwe Mann pourrait devenir celui d'une alliance plus large profitant du soutien de la LND et des élus déçus-déchus de l'USDP (faction réformatrice), les candidats nominés à la vice-présidence n'ayant pas l'obligation d'être des élus...

■ **Incidences pour Aung San Suu Kyi et la LND.** La purge pré-électorale, intervenue la veille de la clôture du dépôt des listes de candidats par les 90 partis (!), n'est pas sans conséquence pour les projets pré et post-scrutin de l'emblématique Prix Nobel de la Paix et de son parti la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), principale formation de l'opposition et grande favorite des sondages. La défaveur hypothéquant les desseins présidentiels de Shwe Mann complique un brin les projets à court terme de la LND, pour dire le moins. Les personnalité de premier plan


"Ce sont les affaires du parti et nous (armée) n'y sommes pour rien. Aucun responsable militaire ne s'en est mêlé", Min Aung Hlaing, Senior-Général et chef des armées, *The Irrawaddy*, le 21 août.

associées à la fois à la junte d'hier, à l'administration civilo-militaire actuelle, portant haut l'étendard réformateur, capable de réunir les suffrages démocrates, enfin, prétendre se substituer à l'infortuné Shwe Mann, ne sont pas légion... Une (nouvelle) perte sèche contrariant la feuille de route post-scrutin du camp réformateur.

■ **Le processus de paix, victime collatérale ?** Sur le front des discussions de paix, le gouvernement et ses interlocuteurs ethniques se sont montrés actifs tout au long de l'été, multipliant les sessions de négociations. Avec un certain succès ; quatre ans après le début de ce processus et divers écueils (cf. poursuite des combats, exigences rédhibitoires de part et d'autre, positions différentes au sein de la galaxie ethnique), les deux parties conviennent fin août que la signature d'un accord national de cessez-le-feu (NCA) n'est plus qu'une 'simple' affaire de temps, la majorité des désaccords entre émissaires gouvernementaux et représentants ethniques (1/3 de la population totale) ayant à grand renforts de compromis été levés. Certes, le temps presse ; parapher ce document au plus vite est une priorité pour l'administration Thein Sein, la campagne électorale pour le scrutin du 8 nov. débutant le 8 sept... Conclure ce NCA (à distinguer d'un accord de paix proprement dit ; un *dialogue politique* doit préalablement être engagé) - fut-il incomplet et non souscrit en l'état par la totalité des partenaires ethniques — avant que les électeurs ne se rendent aux urnes constitue une nécessité pour le gouvernement, la capitalisation électorale de ce "succès" devant permettre à l'USDP de limiter la casse, alors que la victoire (à défaut de raz-de-marée) ne devrait pas échapper à la LND. En tout état de cause, il semblerait que les ondes de choc du limogeage du chef de l'USDP emporte de plus fâcheuses conséquences sur la crédibilité de l'USDP - donc sur ses (maigres) chances de séduire l'électorat — que sur les avancées du processus de paix proprement dit. *A priori...*


"Qui est l'ennemi et qui est l'allié est à présent établi. La Ligue Nationale pour la Démocratie travaillera avec l'allié (Shwe Mann)", Aung San Suu Kyi, Democratic Voice of Burma, 18 août.

☒ **THAILANDE : BANGKOK EN PROIE À LA TERREUR ; MAIS LAQUELLE ?** Et le pays du sourire perdit soudain ses airs nonchalants, Bangkok son effervescence, les Thaïlandais leurs certitudes. Au propre comme au figuré, tout vola en éclat en cette soirée du 17 août, lorsqu'un engin explosif déposé quelques instants plus tôt en plein centre de la capitale emporta la vie d'une vingtaine de touristes et passants, Thaïlandais et ressortissants étrangers. 15 mois après le énième retour au pouvoir des militaires, si l'ordre public (ou plus prosaïquement politique) régnait sur la majeure partie du royaume (à l'exception notable des quatre provinces du sud, voisines de la Malaisie et happées depuis 2004), c'est un drame d'un nouveau genre qui affligeait sans crier gare le pays.

■ **Plus d'agitation et de contradictions que de certitudes.** En pareille situation de chaos, on ne saurait affliger le gouvernement de l'ancien général Prayuth Chan-ocha (désormais 1^{er} ministre ; en poste depuis mai 2014) ; en temps de crise, il est plus aisé de critiquer depuis Paris que de gouverner depuis Bangkok. Certes ; cependant, que l'on retienne la lecture de l'opinion publique (par nature partielle dans cette nation aux lignes de fractures politiques profondes) ou l'analyse dépassionnée des experts étrangers, le sentiment d'une précipitation générale, d'une appréciation orientée des faits, ne manquera pas de saisir l'observateur. Tout à leur hâte de montrer à leurs administrés leur capacité à réagir et à assurer une gestion de crise sans perdre un instant, les autorités de l'ancien Siam on quelque peu malmené leur crédit (domestique et extérieur), par ailleurs déjà (sensiblement) érodé avant les faits, au gré d'une quinzaine de mois de gestion rétablissant l'ordre public mais au prix de sévères restrictions aux libertés individuelles. En alliant la cacophonie à la précipitation, ou encore en évoquant hardiment une possible implication de l'opposition, notamment des "*chemises rouges*" honnies (United Front for Democracy Against

CHRONOLOGIE RÉCENTE

- 24/08/15: suspect attentat Bangkok 'pourrait avoir quitté le pays' (police)
- 23/08/15: l'armée birmane récuse toute ingérence dans *purge* de S. Mann
- 21/08/15: Parlement birman repousse examen projet de loi *impeachment*
- 20/08/15: remaniement ministériel, 'gouvernement Prayuth 3.0'
- 20/08/15: attentat de Bangkok, pas lié au terrorisme international (Gouv.)
- 19/08/15: la police thaïlandaise recherche un "suspect étranger"
- 17/08/15: attentat dans le centre de Bangkok (20 morts, 130 blessés)
- 13/08/15: Shwe Mann démis de ses fonctions chef de l'USDP (Birmanie).
- 11/08/15: 100 morts, 1 million de Birmans touchés par les inondations
- 10/08/15: Pdt Thein Sein rencontre leaders groupes ethniques (Birmanie).
- 09/07/15 : à la demande de Pékin, Bangkok déporte 100 ouïghours chinois
- 08/07/15: 5 juin-8 juillet, 15 morts dans le sud insurrectionnel thaïlandais

'Le dessein de cette attaque est de discréditer le gouvernement, de créer un climat de peur et de dissuader les touristes (de venir)', Général S. Poompanmoung, chef de la police, *The Nation*, 21.08. 'La police a identifié un groupe de suspects (...). Bien que des ressortissants étrangers soient impliqués dans l'attaque, cela ne signifie pas qu'ils appartiennent à un réseau criminel transnational', Général S. Poompanmoung, *Bangkok Post*, 24 août.

Dictatorship ou UDD)-, un segment de la population (d'extraction modeste et géographiquement originaire des provinces rurales du nord/nord-est) réceptif à l'agenda *populiste* des anciens Premiers ministres Thaksin et Yingluck Shinawatra. Une accusation grave à laquelle peu d'observateurs donnèrent du crédit, tant une telle action est étrangère au mode opératoire classique (mobilisations populaires ; manifestations pacifiques) de ces opposants à l'*establishment* politique et à son avatar du moment, le National Council for Peace and Order (NCPO) du général-Premier ministre Prayuth. Même en l'absence de revendication, à accuser sans réfléchir ni posséder d'éléments tangibles à soumettre, on peine à convaincre de son impartialité et de son sérieux à assumer la gestion des affaires nationales.

■ **Tout et son contraire.** Si les soupçons se sont éloignés assez rapidement - faute de preuves solides— de ces coupables (politiquement) idéaux, une semaine après les faits, les autorités n'ont pas encore convaincu leurs administrés, la communauté internationale, de leur toute puissance en la matière et de leur aptitude à appréhender les responsables, quels qu'ils soient.

Après un ton péremptoire, le pouvoir en revient à plus de modestie, le chef de la police, le Commissioner-General (et général lui-même...) Somyot Pumpanmuang reconnaissant *"n'avoir écarté aucun motif, qu'ils soient d'ordre politique, personnel, reliés à des contentieux d'affaires, ethniques ou religieux"* (The Nation, 24 août).

De la piste politique intérieure on versa vers la possible implication de citoyens étrangers ... mais sans pour autant crier au complot terroriste international (par souci de ne pas effrayer les visiteurs étrangers - 19,6 millions entre le 1^{er} janv. et le 23 août— sans doute, dans un pays où le secteur du tourisme et des transports représentait 20,3% du PIB en 2014), en se basant sur les images prises par diverses caméras de surveillance


"La puissante explosion survenue sur le site (religieux) Erawan ayant fait 20 victimes et blessé plus d'une centaine de personnes lundi soir constitue une faute majeure des services de renseignement du gouvernement militaire du général Prayut Chan-o-cha", A. Ashyagachat, Bangkok Post, le 21 août.

présentes à proximité du lieu de l'attentat et sur le témoignage d'un chauffeur de taxi qui aurait transporté, dans la foulée de son méfait, le suspect numéro 1, *"un homme parlant thaïlandais mais avec un accent étranger. Je ne pense pas qu'il était Thaïlandais. Il s'agit du même homme que sur les vidéos"* (NYT, 25 août). A ce dramatique jeu de piste(s) mêlant trame domestique et extérieure dans une savante alchimie, les responsables de la police ont eu tôt fait d'écarter l'hypothèse d'une implication des insurgés séparatistes musulmans mettant depuis 2004 à feu et à sang (6000 morts ; 10 000 blessés) les provinces méridionales de Songkhla, Pattani, Yala et Narathiwat (ancien sultanat de Pattani) ; quoique violents, familiers des assassinats et autres actes terroristes, le fait que leur domaine d'opération soit jusqu'alors circonscrit au sud du royaume semble avoir plaidé en faveur de leur exonération...

Reste, parmi les grandes théories évoquées lors de la semaine écoulée, celle mettant en scène une possible action de représailles de la part d'extrémistes ouighours (minorité chinoise turcophone, musulmane, originaire du Xinjiang –nord-ouest de la Chine-, et dont le traitement ces dernières années par Pékin ressemble à celui réservé à un autre groupe ethnique malmené, les Tibétains). Début juillet, les autorités thaïlandaises accédaient à la demande de leurs homologues chinoises (Pékin est la 1^{ère} partenaire commerciale de Bangkok...) de rapatrier — contre leur gré, l'avis des organisations de défense des droits de l'homme, du Haut Commissariat aux Réfugiés et le droit international— une centaine


"Déporter ces gens (Ouighours) est une action méprisable, par ailleurs illégale du point de vue du droit international (...). Si les autorités thaïlandaises continuent de telles actions, ils mettront en péril la vie de beaucoup de personnes", N. Bequelin, Amnesty International, New York Times, le 9 juillet.


"La Chine a garanti leur sécurité ; si nous les renvoyons et que survient un problème, ce ne sera pas de notre faute", 1^{er} ministre Prayuth Chan-ocha, NY Times, le 9 juillet.

de Ouighours (de nationalité chinoise) interpellés dans le royaume un an plus tôt, après avoir fuit la République Populaire ("Ignoring Protests, Thailand Deports About 100 Uighurs Back to China", *New York Times*, 9 juillet). Une décision qui avait dans la foulée conduit plusieurs centaines de Ouighours à directement manifester leur mécontentement devant les ambassades et consulats chinois d'Ankara et Istanbul (Turquie).

Les représentants en exil de cette minorité (10 millions d'individus en Chine) se sont empressés de récuser toute implication ou tout lien avec le carnage du 17 août et de rappeler que les diverses attaques (à l'arme blanche le plus souvent) perpétrées ces dernières années par des extrémistes Ouighours avaient eu lieu sur le territoire chinois (gare de Kunming, mars 2014, 30 morts ; 20 victimes dans une attaque au Xinjiang, juin 2015 ; oct. 2013, place Tiananmen de Pékin).

■ **Succession et *Game of Throne* en toile de fond.** L'actualité tragique de ces derniers jours, les incertitudes nées de ce contexte post-attentat, ont pris le pas sur un autre débat sensible pour le court-moyen terme du royaume et de ses 68 millions de sujets : celui de la *Thaïlande post-Rama IX* et de la succession d'un souverain âgé (87 ans) à la santé fragile, dans un contexte de fracture politique entre la *Thaïlande d'en haut* (au pouvoir) et son antithèse populiste ("*chemises rouges*") ; mais également, pour compliquer le tout, de luttes au sein même de la Cour : un *Game of Throne* feutré aux implications majeures : qui, du Prince héritier Vajiralongkorn (63 ans) - soutenu par le 1^{er} ministre et l'influente souveraine Sirikit - ou de sa sœur, la Princesse Sirindhorn (60 ans), plébiscitée par la vieille garde conservatrice et le prépondérant Privy Council— succédera le moment venu à un souverain vénéré (couronné en 1950) et maintiendra, à bout de bras, une monarchie fragilisée ?


"Cela fait plus d'une semaine que la bombe a explosé en plein cœur de la capitale, à un jet de pierre du QG de la police. Les investigations policières, cependant, semblent avant tout entourées par la confusion et le manque de progrès", A. Achakulwisut, Bangkok Post, le 25 août.

PROSPECTIVE. Tout distincts, dissociés, loin d'être aussi tragiques l'un et l'autre soient-ils, les événements ayant balaféré la Thaïlande (attentat de Bangkok le 17 août) et agité son voisin birman (disgrâce d'un candidat à la présidence le 13 août) ont sous deux angles différents - momentanément — retenu l'attention d'une opinion publique internationale alors accaparée par d'autres crises, par d'autres maux. Un trait qui, avec un peu de recul, n'est du reste pas si rare : entre catastrophes naturelles majeures (cyclone Nargis en Birmanie en 2008 : 140 000 morts ; tsunami de déc. 2004 en Thaïlande : 5000 victimes), crises politiques à répétition (répression de la *révolution de safran* en 2007 en Birmanie ; coups d'Etat militaires de 2006 et 2014 en Thaïlande) et incertitudes quant aux contours institutionnels de demain (quid de la monarchie *post-Bhumibol* dans le royaume thaïlandais ? Poursuite de la transition démocratique *post-junte* au pays des généraux et de *La Dame* de Yangon, Aung San Suu Kyi ?), ces deux nations d'Asie du sud-est partageant un terreau culturel et religieux (bouddhisme) et 2500 km de frontière semblent à l'été 2015 se complaire à malmenier, à tourmenter ce que l'opinion publique occidentale prend pour une évidence sans plus même s'en rendre compte, tant elle s'est immiscée au plus profond dans son quotidien : la démocratie. A charge pour le concert des nations, face à cette péninsule indochinoise *démocratico-récalcitrante*, d'en défendre les couleurs et de rappeler Bangkok et Yangon à leurs devoirs en la matière.



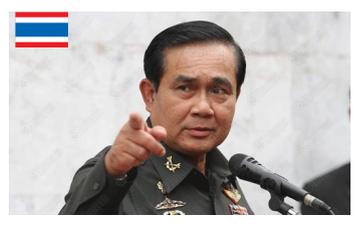
Shwe Mann (centre), victime d'une purge à la tête du parti (USDP) ; un rival évincé par le Président Thein Sein (gauche).



Aung San Suu Kyi (LND), privée de la possibilité de briguer la présidence...et solidaire de son 'allié' déchu, Shwe Mann (USDP).



Centre de Bangkok, temple Erawan ; moment de recueillement pour les 20 victimes de l'attentat du 17 août.



Le général Prayuth Chan-ocha, un 1^{er} ministre à poigne décidé à faire la lumière sur les circonstances du drame du 17 août.